

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article325>



Retraites : Une illustration d'un plan d'ajustement structurel qui exige une réplique radicale

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - La constituante face à l'Union européenne -



Date de mise en ligne : dimanche 17 octobre 2010

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Nous ne reconnaissons peut-être pas assez le caractère exemplaire de la contre-réforme des retraites voulue par le gouvernement. En effet, celle-ci n'est qu'un aspect parmi d'autres d'une politique globale. Cette politique globale, pour aller vite, consiste à réaliser les objectifs du capitalisme financier mondial.

La réforme des retraites doit être vue pour ce qu'elle est : un chapitre d'un plan d'ajustement structurel voulu par le gouvernement au profit des intérêts privés de certains de nos gouvernants, des détenteurs de capitaux, du FMI et de l'Union européenne. Elle est un écho en France des mesures d'appauvrissement et de privatisation mis en place en Grèce.

Face à ce qu'il convient d'appeler un processus de tiers-mondialisation de la France et de la périphérie de l'Europe dont la Grèce est la principale victime, nous devons nous hisser à la hauteur des attaques et des ruptures à opérer.

C'est ainsi, pour prendre ces exemples, que la dette publique dont le gouvernement prend prétexte pour nous pressurer, doit être supprimée et totalité ou en partie. Pour transformer notre économie, nous devons prendre le contrôle de la monnaie. Pour résorber l'infâme chômage, nous devons réduire le temps de travail et embaucher les chômeurs et précaires.

La nature et l'ampleur des changements à réaliser nous obligent à engager un processus de transformation radicale de nos structures économiques et politiques. En effet, il n'y a rien à attendre du gouvernement actuel et d'une majorité d'élus qui nous ont trop souvent trahis et ne travaillent qu'à leurs intérêts personnels et à ceux de leurs riches amis.

C'est donc à une révolution pour faire la démocratie économique, sociale et politique que nous devons nous atteler. Ce processus pourrait démarrer dès maintenant pour faire échec à la contre-réforme des retraites.